



LE 22, C'EST IMPORTANT

Le gouvernement diffère ses annonces sur son programme de restructuration de la Fonction Publique (Action Publique 2022), en revanche il persiste et signe sur son intention de mettre fin au recrutement à Statut dans la Fonction Publique. Olivier Dussopt annonce le recours systématique au contrat.

Imaginez-vous avec des collègues embauché-es pour 5 ans, des policiers en CDD, des juges en intérim... Inutile de préciser que l'on marche sur la tête.

Pour celles et ceux qui auraient des doutes, les conséquences de l'arrêt des recrutements au Statut sont automatiquement négatives et les camarades de La Poste ont fait un bilan assez éloquent sur leur secteur : stagnation des rémunérations des fonctionnaires, augmentation de la précarité, aggravation des conditions de travail, baisse de la qualité du service public...

Bref, rendez-vous le 22 mai pour arrêter ces funestes projets.

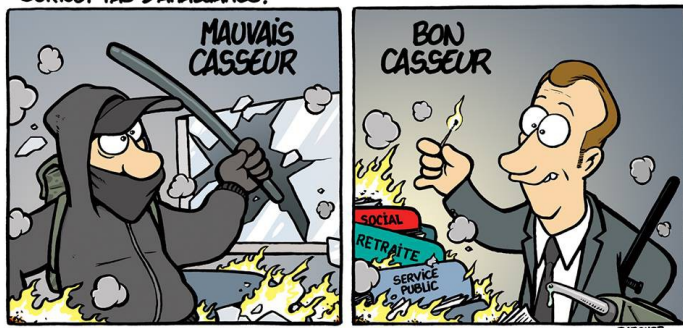
À Nantes : 10H00 devant le CHU

À Saint Nazaire : 10H00 place de l'Amérique Latine

CONTRASTES

Le 3 mai dernier, lors de la journée nationale d'action à la DGFIP, le Directeur des Pyrénées-Orientales est venu défier les grévistes en piquet devant le CFP de Perpignan brandissant une liste des collègues accusé.es de blocage illégal et leur a lancé cette phrase devenue culte dans l'histoire politique de notre pays : « Je vous demande de vous arrêter ! ».

SURTOUT PAS D'AMALGAMES !



Dans le même temps, à un autre bout de la France, en Loire Atlantique, des collègues se sont rassemblé.es devant l'accueil de Cambronnie puis dans la cour dans l'indifférence totale de la Direction. Il est vrai qu'un jour de grève nationale on ne peut pas tout faire : s'enquérir de la situation sociale et envoyer des représentant.es visiter le CFP de Châteaubriant ou encore découper une affiche des syndicats à

destination des usager-es, apposée à l'entrée, avec les coordonnées des responsables ministériels, DGFIP et DRFiP ... Il y a des priorités !

SUPPRESSIONS VISIBLES

Le 15 mai, l'action organisée devant la direction régionale à Nantes qui a réuni une centaine de collègues a été l'occasion d'interpeller Mme PY, la directrice.

Lors de ces échanges peu fructueux, Mme PY a dévoilé le plan de restructuration 2019.

Des restructurations « visibles » !?!

Selon ses annonces, la seule restructuration « visible » en 2019 serait la fusion des deux SIE de Saint-Nazaire. Avec pour argument que ce sera plus simple, car il y a un seul SIP à Saint-Nazaire... Il est vrai qu'avec la perspective du bazar du prélèvement à la source, on comprend le souci de « simplifier » les choses.

La CGT a rappelé le bilan désastreux du « gros » SIP de Saint-Nazaire, notamment sur la gestion calamiteuse du service de l'accueil et qu'il nous semble donc plus judicieux d'avoir à nouveau deux SIP à Saint-Nazaire.

[Restons vigilant.es et mobilisé.es](#) car les annonces de la DRFiP 44 sont tellement en retrait par rapport aux projets nationaux que des mauvaises surprises supplémentaires sont prévisibles et visibles.

CHAMPIONNE DU MONDE

Oxfam a sorti un nouveau rapport très édifiant : les actionnaires ont capté, ces dernières années, les deux tiers des bénéfices générés par les plus grandes entreprises françaises, au détriment des salarié-es et de l'investissement.

La confédération d'ONG, a étudié à la loupe l'évolution des bénéfices engrangés par les plus grandes entreprises françaises depuis 2009. Et surtout la manière dont ces richesses créées ont été redistribuées : la France est un petit paradis pour les actionnaires et les très grosses rémunérations. Et pendant ce temps, il n'y aurait pas d'argent pour les salaires et les services publics ?

Le constat fait par Oxfam France dans un rapport intitulé « CAC 40, des profits sans partage » prend une résonance politique particulière au moment où Emmanuel Macron annonce dans le magazine Forbes la suppression de [l'exit tax](#), entre autres mesures fiscales favorables aux plus fortunés, qui conforte son étiquette de « président des riches ».

